



En hausse

PERNOD-RICARD – L'agence de notation Standard & Poor's a relevé d'un cran, lundi 3 octobre, la note du groupe français de spiritueux Pernod-Ricard, la plaçant dans la catégorie « investissement », en raison des « progrès » de la société dans son processus de désendettement.



En baisse

LE TEXTILE – Les ventes de textile-habillement en France ont chuté de 6,4 % en août, selon les chiffres publiés, lundi 3 octobre, par l'Institut français de la mode (IFM). Seuls les grands magasins affichent une activité stable. Sur les huit premiers mois de l'année, le repli est de 1,7 %.

Les cours du jour

(04/10/11, 09h47)

EURO	1 euro	1,3327 dollar (achat)
OR	Once d'or	1655,50 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	76,64 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,478 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,731 (à dix ans)

Les Européens font encore attendre Athènes

L'Eurogroupe a reporté sine die le versement de la prochaine tranche d'aide de 8 milliards d'euros

Luxembourg
Envoyé spécial

Nouveaux rebondissements dans l'interminable sauvetage de la Grèce : le versement de la prochaine tranche d'aide a été reporté sine die, lundi 3 octobre, lors d'une réunion des ministres des finances de la zone euro, tandis que la bataille fait rage sur le renforcement du second plan de soutien conclu le 21 juillet. Le rapport de la « troïka » des bailleurs de fonds d'Athènes – le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne – chargée d'inspecter les comptes publics grecs « ne sera probablement pas prêt avant le 13 octobre », a justifié Jean-Claude

Juncker, à l'issue de six heures de tractations avec ses homologues. Le président de l'Eurogroupe espère une décision favorable « dans le courant du mois d'octobre », mais n'a fixé aucune échéance précise. Un flou qui risque d'augmenter encore la nervosité des marchés boursiers, affolés depuis l'été par le spectre d'un défaut incontrôlé du pays. En fait, avant de signer le chèque de 8 milliards d'euros, attendu par Athènes pour éviter la faillite, les Européens et le FMI pressent le gouvernement de Georges Papandréou de lancer enfin les privatisations. Et de dénicher de nouvelles mesures d'économies pour les années 2013 et 2014. Il s'agit d'aller au-delà des décisions prises dimanche par Athènes afin de combler un déficit plus important que prévu. Peu avant la réunion, la Grèce avait indiqué que le déficit atteindrait 8,5 % du produit intérieur brut en 2011, loin du seuil de 7,4 % négocié avec les créanciers internationaux. Autre source de tensions, les dix-sept Etats de la zone euro ne cachent plus leur volonté de réaménager le second plan de sauvetage élaboré le 21 juillet. Ce dernier, a rappelé M. Juncker, doit être ratifié d'ici au prochain conseil européen, mi-octobre. Trois pays, la Slovaquie, les Pays-Bas et Malte, manquent encore à l'appel. Surtout, les avis divergent encore sur les mesures supplémentaires à prendre afin de protéger l'Union monétaire contre un nouvel accès de contagion à l'Espagne, l'Es-

pagne, et aux banques européennes les plus exposées aux dettes souveraines. Une question sensible pour les autorités françaises. Le sujet devrait s'inviter à l'ordre du jour de la rencontre entre le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel, dimanche 9 octobre à Berlin, puis remonter au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro le 18 octobre.

« Révisions techniques » En juillet, les Français avaient accepté le défaut partiel de la Grèce, réclamé par les Allemands, en échange d'un élargissement des missions du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Un nouveau plan de s'esquisser afin d'organiser une restructuration plus lourde de la dette grecque, tout en renforçant la force de frappe des fonds de sauvetage. M. Juncker a reconnu la nécessité de « révisions techniques » au sujet de la contribution des créanciers privés au renflouement de la Grèce : « Nous devons prendre en compte les changements observés depuis la décision du 21 juillet », a-t-il expliqué. A ce jour, les créanciers privés sont invités à accepter une décote moyenne de 21 % sur leurs portefeuilles d'obligations grecques. Certains pays, Allemagne en tête, plaident pour un effort plus important, car le plan initial serait désormais trop favorable aux banques, et trop coûteux. En contrepartie, la zone euro

recherche le meilleur moyen de conforter l'« efficacité » des fonds de sauvetage dont elle dispose. L'Allemagne et ses alliés refusent d'augmenter encore le niveau des garanties publiques dont bénéficie le FESF (440 milliards d'euros) pour lever de l'argent sur les marchés avant de le prêter aux pays en difficulté. D'autres options sont à l'étude, pour créer un « effet de levier » et démultiplier la force de frappe du fonds européen. Là encore, rien n'est tranché. Maigre consolation : les membres de la zone euro sont enfin parvenus à un compromis d'une rare complexité sur les contreparties demandées à la Grèce par la Finlande, avant toute nouvelle aide de la zone euro. ■

PHILIPPE RICARD

Les jeunes Grecs ne veulent pas « appartenir à une génération perdue »

Témoignages

Athènes
Correspondance

Le syndicat de la fonction publique organise la première grande grève depuis l'été, mercredi 5 octobre, avant une grève générale le 17 octobre. Après l'annonce de nouvelles mesures de rigueur et de réduction des effectifs du secteur public, trois trentenaires racontent comment la crise affecte leur quotidien.

Hara Zotou, bibliothécaire « Les gens se referment sur eux-mêmes, ils ont peur. » Hara Zotou, 32 ans, est bibliothécaire à l'Ecole polytechnique d'Athènes. Après ses études d'archiviste, cette jeune blonde croyait avoir trouvé la sécurité de l'emploi. Aujourd'hui, elle a « peur de perdre [son] travail ». Hara Zotou a pourtant un statut de fonctionnaire. Mais sous la pression de la « troïka » des bailleurs de fonds d'Athènes – la Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne –, le gouvernement prévoit de supprimer 30 000 postes dès 2011 dans le secteur public.

« S'ils commencent, ils ne s'arrêteront pas », explique cette jeune femme de gauche. Elle vit à Exarchia, le quartier préféré des anarchistes et travaille dans le haut lieu de la contestation étudiante. Elle participe à toutes les manifestations. Comme nombre de ses concitoyens, Hara Zotou pratique plusieurs métiers. « C'est un grand mensonge des Européens de dire que nous sommes paresseux. » Elle gagne désormais 900 euros par mois, après avoir perdu 200 euros sur son traitement. Et paye un loyer de 400 euros. Pour arrondir ses fins de mois, elle réalise des catalogues informatiques pour des bibliothèques privées, et se fait graphologue à ses heures libres, même si les clients se font plus rares, avec la crise. Elle veut garder l'espoir, l'envie de rire. Mais, raconte-t-elle, « les gens se referment sur eux-mêmes, ils ont peur. Lorsque l'on se retrouve entre amis, le sujet de la crise revient toujours dans la conversation. On perd notre énergie. Nous ne méritons pas ça. On nous empêche d'être créatif, d'être productif. Et nous avons 30 ans ».

Vasso Polychronopoulou, pigiste « Je ne veux pas appartenir à une génération perdue. » Vasso Polychronopoulou, 35 ans, n'a plus de travail depuis l'été. « Mais je ne fais pas partie des statistiques », explique-t-elle. Car c'est comme pigiste que cette journaliste a travaillé pendant quatre ans pour une maison de production qui fournissait des programmes à la télévision publique. Pieuvre tentaculaire et dispendieuse, l'audiovisuel public doit tailler dans le vif. L'émission pour laquelle Vasso Polychronopoulou travaillait a été supprimée. Et son emploi avec. Sans indemnité et sans droit au chômage. Aujourd'hui, le taux de chômage atteint 16,3 %, et pour la première fois depuis 2001, la population active a diminué en 2011. « A 35 ans, je me retrouve dépendante de ma famille. » Elle a étudié les langues en France et en Grande-Bretagne. « Beaucoup de jeunes diplômés sont sans travail. Je suis prête à travailler dans



« A 35 ans, je me retrouve dépendante de ma famille », explique Vasso Polychronopoulou. A Athènes, lundi 3 octobre. GIORGOS MOUTAFIS/POLARIS POUR « LE MONDE »

un bar, comme quand j'étais étudiante, mais on me refuse car je suis trop diplômée ! » Elle gagnait 1300 euros par mois et avait pu vivre encore sur ses économies, qui fondent vite. Dans quelques mois, si elle ne trouve pas de travail, elle cessera de payer sa sécurité sociale. « Si je tombe malade, on avisera. » « Je me sens insécurisée. J'en veux au gouvernement et à l'Europe, poursuit-elle. Nous avons grandi en pensant que nous étions d'abord européens, ensuite grecs. Et cette Europe aujourd'hui nous traite de tricheurs. Mes amis qui sont à l'étranger se sentent mal. Le gouvernement essaie d'inciter les gens éduqués à partir. C'est très bizarre de sentir que votre propre gouvernement vous vire. » Vasso Polychronopoulou poursuit : « Nos parents ont essayé de faire en sorte que notre

jeunesse soit moins dure que la leur. C'est vrai que nous avons été gâtés. On se rend compte aujourd'hui que nous serons beaucoup plus pauvres que nos parents. Je ne veux pas appartenir à une génération perdue. » Cette jeune femme volontaire ne se résigne pas : « Entre amis, nous nous disons souvent : Dieu merci, nous sommes en Grèce, il fait beau. Cela pourrait être pire. Imagine, si nous étions en Irlande ! »

Ioannis Eleftheriadis, vendeur de voitures « On fait plus de sacrifices et on ne sait pas si ça sert à quelque chose. » Ioannis Eleftheriadis vend des voitures depuis quatre ans au nord d'Athènes. Il gagnait 1 050 euros par mois plus les commissions. Son salaire vient d'être baissé à 850 euros et les commissions se sont envolées, avec l'effondrement du marché automobile grec. Les immatricula-

tions de véhicules neufs ont chuté de 37,2 % en 2010 et de 42 % au premier semestre 2011. Comme presque tous les Grecs, il se sert la ceinture. « On ne sort plus, on essaie de dépenser le moins possible et on n'épargne plus, raconte-t-il, j'ai supprimé ma carte de crédit. Au supermarché, les prix ne baissent pas. On est un pays cher avec des salaires de plus en plus bas. » Sa femme travaillait pour un opérateur téléphonique. Elle a été licenciée, il y a trois ans et ne trouve pas de travail. « Plus personne ne veut embaucher une femme de 35 ans avec un enfant, de peur qu'elle ne soit pas assez disponible. » Ce couple de trentenaires n'a pas de crédit, pas de loyer à payer car ils ont hérité d'une maison dans la banlieue nord d'Athènes. Et voilà qu'arrive la nouvelle taxe sur l'immobilier, très impopulai-

re, décidée dans l'urgence par le gouvernement pour réduire le déficit. Ce fils de comptable se dit pour la première fois de sa vie qu'il ne paiera pas cet impôt. « Tant pis si on me met en prison, comme dit Théodore Pangalos. » Le vice-premier ministre, habitué des sorties à l'emporte-pièce et héritier d'une grande famille, a défrayé la chronique en expliquant à la télévision qu'il ne pouvait pas payer ce nouvel impôt et qu'il mettait au défi le ministre des finances, Evangelos Vénizélos, de le mettre en prison. Ioannis Eleftheriadis en rit jaune. « Quand les membres de ce gouvernement s'en iront, ils seront plus riches. Ils sont en train de brader la Grèce. Il ne nous restera rien. On fait toujours plus de sacrifices et on paye encore davantage d'impôts. Et on ne voit pas la fin du tunnel. » ■

ALAIN SALLES